L'HORIZON AFRICAIN

Hebdomadaire d'informations générales et d'analyses N°181 du Jeudi 29 Décembre 2022

Prix: 500 F.CFA - Tél: 05.543.82.76 / 06.662.37.39 / E-mail:lhorizonafricain@gmail.com / www.lhorizonafricain.com

Siège : Hôtel Saphir - Centre-ville Brazzaville - Congo

Fédération congolaise de kurash

Hugues Ngouélondélé a félicité les deux kurashistes congolais médaillés

(P.12)

Primature

Le Premier ministre s'est élevé contre l'occupation anarchique des abords des nouvelles casernes militaires à Brazzaville

Anatole Collinet Makosso a promis qu'une opération de déguerpissement des occupants anarchiques des abords des nouvelles casernes militaires va être lancée. (P.3)

U.d.h-Yuki

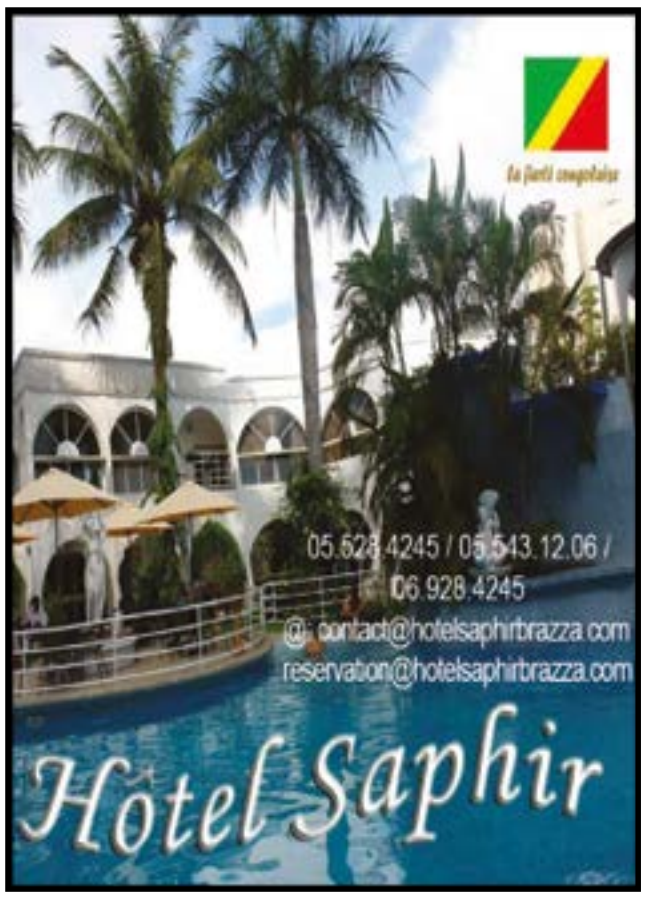
Rampante jusque-là, la crise a fini par éclater de nouveau au grand jour

(P.6)

Réunion du Bureau politique du P.c.t

Se préparer pour la victoire aux sénatoriales de 2023

(P.7)



Musique

Créée par un Congolais, la danse mopacho fait désormais parler d'elle

(P.3)

L'Horizon Africain présente ses meilleurs vœux de nouvel an à ses lecteurs : que 2023 soit une année de succès et de prospérité pour tous !

Hommage à Camille Bongou

Un homme capable de souffrir en silence son calvaire, capable de sublimation et de conciliation

Camille Bongou est, sans conteste, pour notre époque, une des grandes figures du champ politique national de notre pays, le Congo. Acteur politique de haut niveau et de conviction, c'est aussi un homme intègre qui privilégie le débat d'idées, la conciliation des contraires -c'est un philosophe- et l'intérêt général. Il apparaît comme un personnage multidimensionnel et aura opéré d'importantes mutations dans son existence.

Camille Bongou.

De militant intellectuel, d'enseignant de français, d'histoire et de philosophie, de lieutenant de l'A.p.n (Armée nationale populaire), de marxiste-léniniste, idéologue d'extrême gauche du Parti congolais du travail (P.c.t) dont il est cofondateur et puissant numéro deux, à la suite du troisième congrès, à la social-démocratie, ce grand homme politique se reconvertit dans le champ économique, la délicate et difficile gestion des affaires: directeur des Editions presse et culture. On doit, en outre, mentionner qu'en qualité de secrétaire général près de la présidence du comité central du P.c.t, il impressionne par le choix de ses collaborateurs; il sait s'entourer des meilleurs cadres de la Nation, même n'émargeant pas à son parti.
Je n'ai nullement la prétention ni les qualités requises pour présenter l'exhaustivité du personnage Camille Bongou. Mais, j'ai rencontré l'homme. Notre rapport se déroule en deux époques.
D'abord en 1966, lorsque je fus élève en classe de Seconde, au Lycée Pierre Savorgnan de Brazza, pendant les récréations, j'allais souvent voir Norbert Ngoua, mon ancien professeur de français au Collège Champagnat de Makoua, qui ne cessait de me gâter en m'achetant des *«mikaté»*. Ce fut à plusieurs de ces occasions que je rencontrais, pour la première fois, Camille Bongou. Il était un ami intime de Norbert Ngoua. Ils étaient étudiants à l'Ecole normale supérieure (E.n.s), située, à l'époque, dans les enceintes actuelles de la Faculté des sciences économiques.
Ensuite, bien plus tard, après la guerre du 5 juin 1997, dans le tourbillon et la tourmente des règlements de compte tous azimuts, il m'est recommandé de prendre attache avec deux personnalités politiques du Congo, dont Camille Bongou. Ainsi, j'ai rencontré un homme énigmatique par son aspect extérieur. Il a l'allure semblable à un moine -humble, calme et pondéré- certainement marquée par une adolescence -quatre années passées à Makoua- chez *«Les Frères maristes»* canadiens, une congrégation religieuse catholique fondée par le Père Marcellin Champagnat. Il me paraît redoutable et désarmant, car, à la fois il est rigoureux et à la fois il est détendant, par un sourire en coin permanent. En réalité, c'est un homme entier, sans fard ni emphase. Il est lui-même et n'en veut à personne quoi qu'il arrive.
Oui, il est une de ces rares espèces qui ne peuvent éternellement en vouloir à ceux qui lui ont causé du tort. Capable de souffrir en silence son calvaire, capable de sublimation et de conciliation et se situant au-dessus des clivages ethno-régionaux, Camille Bongou aurait pu rendre à la Nation le meilleur de lui; il aurait pu servir de liant entre les différentes composantes politiques diverses, adverses, opposées voire antagonistes de notre pays, et sauvegarder les intérêts de tout le monde, y compris ceux de ses ennemis politiques.
En fin de compte, pour les personnes de ma génération, Camille Bongou fait partie de la génération de nos ainés, de nos grands frères, adulés par nous les cadets, les petits frères et fiers de l'être. C'est une génération glorieuse, pleine d'allant, euphorique, celle qui arrive à maturation dans l'enthousiasmante période de l'indépendance de notre pays et qui s'octroie ardemment de grands défis nationaux à réaliser. Ces *«vingtenaires»* sont proches de nous et constituent, pour nous, nos modèles, nos vedettes, nos stars à envier, à aduler, à copier et à surpasser.
Au-dessus de cette génération, se classe celle de la jeune élite, des intellectuels qualifiés, des jeunes loups ambitieux, exemplaires, admirables, qui apparaissent comme des super stars, des monstres sacrés et inaccessibles à nous qui les déifions. Ce sont des showmen de la trempe des Pascal Lissouba, Paul Kaya, Bernard Galiba,
Le sommet de l'édifice Congo, de la pyramide politico-administrative, est constitué par la génération des grands esprits, puissants, mythiques et vénérés, les «pères» de l'indépendance: les Fulbert Youlou, Jacques Opangault, Stéphane Tchitchéllé, Simon-Pierre Kingoungha-Ngot...
Dans la première décennie de l'indépendance, celle des Camille Bongou, le Congo, plutôt Brazzaville, brille de mille feux étincelants: les feux des bars dancing endiablés et des orchestres célèbres, les feux des soirées d'animations des associations féminines, les feux des équipes de football, les feux des réussites aux examens scolaires... Dans cette atmosphère emballante, le rêve était permis. Le rêve s'imposait. D'ailleurs, il fallait rêver. Rêver d'un destin. Rêver d'un certain Congo.
Ce jour, c'est la réalité imparable, la fin des rêves de mon cher ainé, Camille Bongou. Je ne pleure pas l'homme Camille Bongou. L'être est périssable. L'homme, je l'ai pleuré de son vivant. De son vivant, j'ai pleuré le destin d'un homme normal. Quel gâchis humain!
J'ai pleuré sur le Congo, mon pays, sur un dessein national brisé. Quel gâchis politique!
Je pleure sur les discours élogieux et la reconnaissance à titre posthume. Quelle hypocrisie et quelle désolation!

Claude-Richard M'BISSA

Primature

Le Premier ministre s'est élevé contre l'occupation anarchique des abords des nouvelles casernes militaires à Brazzaville

Le Premier ministre chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, a effectué, vendredi 23 décembre 2022, une tournée des nouvelles casernes militaires construites à Brazzaville. Il a visité, tour-à-tour, la base-vie de Mambou, les casernes de Ndouo, de la Case Barnier et du camp du 401ème bataillon d'infanterie. Accompagné des ministres Charles-Richard Mondjo (défense nationale), Emile Ouosso (énergie et hydraulique), Jacqueline Lidya Mikolo (petites et moyens entreprises, artisanat et secteur informel), du général de division Guy-Blanchard Okoï, chef d'état-major général des Fac, et quelques officiers du haut-commandement militaire, le Premier ministre s'est élevé contre l'occupation anarchique des abords des sites militaires et a promis une opération de déguerpissement.

Située dans le 7eme arrondissement Mfilou, les nouvelles casernes militaires ont été construites par la société chinoise Beijing construction engineering et mises à la disposition de l'Etat depuis 2016. La visite du chef du gouvernement est intervenue dans un contexte où ces infrastructures s'apprêtent à recevoir leurs occupants, les officiers des Forces armées congolaises. Pour l'instant, un nombre limité d'occupants y est installé depuis quelques années, pour en assurer la sécurité.

Partout où il est passé, Anatole Collinet Makosso a suivi les mêmes doléances à savoir: le mauvais état des routes d'accès aux sites; le manque d'adduction d'eau potable; l'absence de réseaux de téléphonie mobile pour les deux premiers sites. A cela s'ajoute les érosions occasionnées par le manque de canalisation des eaux de pluie et par l'occupation anarchique des terrains par des habitants qui se disent détentrices de titres fonciers. Le gouvernement devrait tâter la poche, pour lancer les travaux complémentaires devant rendre ces opérationnels.

Malgré la pluie qui s'est abattue dans l'après-midi, le Premier ministre a effectué la visite et s'est dit satisfait des travaux réalisés. *«Les membres du gouvernement et moi-même sommes heureux d'avoir effectué cette visite et d'avoir constaté le niveau d'investissement réalisé par le peuple congolais, pour mettre à la disposition des Forces armées congolaises, des infrastructures dignes, pour leur permettre d'accomplir, avec noblesse, leurs missions»*, a-t-il déclaré au terme de sa visite. Il a souligné que *«l'armée est le moral de la Nation, parce qu'elle assure la défense de l'intégrité du territoire et devrait donc bénéficier de très belles installations, pour son moral»*. Il a également appelé les officiers qui vont vivre dans ces infrastructures d'en faire un bon usage. *«Nous osons croire que les cadres qui seront installés ici, sauront bien se tenir, pour que nous n'ayons pas à vivre le scénario du complexe sportif de La concorde à Kintélé»*, a-t-il rappelé. Anatole Collinet Makosso a fait ainsi allusion au pillage systémique dont ce stade a été l'objet.

Le Premier ministre suivant la présentation d'une caserne.

Par ailleurs, le Premier ministre n'a pas manqué de fustiger le comportement des populations qui se sont installées à proximité de ces sites militaires. *«Voyez-vous, à côté de ces grandes infrastructures, à quelques mètres des ravins, vous avez des populations inciviques qui ont jugé utile de s'y installer, menaçant ainsi la stabilité et la pérennité de toutes ces installations. Cela va contribuer à dégrader davantage l'aspect géophysique de cet environnement»*, a-t-il souligné. Avant de rappeler qu'*«on aurait pu tirer les leçons de ce que nous avons connu avec l'explosion du régiment blindé de Mpila, il y a dix ans de cela»*. Ce comportement des populations est à déplorer. *«On a déplacé ces casernes, de façon à les éloigner des habitations populaires. Comment comprendre encore que les mêmes populations suivent les casernes jusqu'ici?»*, s'est interrogé le chef du gouvernement qui a promis lancer une opération de déguerpissement des occupants anarchiques des abords des casernes militaires.

Roland KOULOUNGOU

Ministère de l'industrie culturelle, touristique, artistique et des loisirs

Une délégation congolaise attendue au Venezuela en mars 2023

Au sortir d'une audience que lui a accordée, le 23 décembre 2022, à Brazzaville, Mme Lydie Hélène Pongault, ministre de l'industrie culturelle, touristique, artistique et des loisirs, l'ambassadeur du Venezuela au Congo, Anibal J. Marquez Munoz, a fait savoir qu'une délégation congolaise est attendue au Venezuela en mars 2023, dans le cadre de la coopération entre le Venezuela et le Congo dans perspective de la commission mixte qui sera mise en place courant février-mars.

Selon le diplomate vénézuélien, l'objectif visé est que les accords dans les domaines de la culture et des loisirs fassent partie de la grande commission mixte de coopération Congo-Venezuela. *«Nous proposons que cette commission mixte ait lieu au mois de février ou mars de l'année prochaine, à Caracas. Cette grande commission mixte sera une occasion propice pour qu'une forte délégation congolaise fasse ce déplacement de Caracas. C'est pour que l'on puisse exprimer la fraternité ethnique, historique et culturelle existant entre le peuple du Venezuela et celui du Congo»*, a confié l'ambassadeur Anibal J. Marquez Munoz.

Au cours de l'audience, les deux personnalités ont confirmé la volonté de la République bolivarienne du Venezuela et de la République du Congo de matérialiser les accords de coopération dans le domaine de la culture et des loisirs. *«Les documents nos gouvernements et nos peuples ont travaillé là-dessus»*, a-t-il précisé. Pour lui, ce moment est important, dans la mesure où la ministre congolaise gère un département qui s'occupe à la fois de la culture et du tourisme. *«Ce sont deux secteurs dans lesquels le Venezuela et le Congo ont travaillé sur des accords de coopération»*, a-t-il précisé.

L'ambassadeur Anibal J. Marquez Munoz et la ministre Pongault.

Achille TCHIKABAKA

Editorial

D'une année à l'autre, compter d'abord sur ses propres forces!

Elle a été l'année de la rupture avec les mesures barrières contre la pandémie de covid-19 dans le pays. 2022 a permis de renouer avec les habitudes sociales normales de la vie courante. Quand bien même la covid-19, cette maladie infectieuse émergente découverte en novembre 2019 à Wuhan, dans la Province de Hubei, en Chine, et qui s'est répandue dans le monde entier, quelques mois après, comme une traînée de poudre, n'a pas encore totalement disparu, l'assouplissement des mesures barrières par le gouvernement a constitué un grand ouf de soulagement pour les populations. C'est clair que la pandémie covidienne a engendré une crise sanitaire, économique et sociale sans précédent dans le monde. Mais, l'année 2023 s'ouvre chez nous avec l'espoir que le plus dur est dorénavant derrière nous, même si l'on ne sait pas toujours ce que l'avenir nous réserve. Le coronavirus responsable de la covid-19 n'a pas encore disparu de la planète et continue d'ailleurs à sévir dans beaucoup d'autres pays. Il faut redouter qu'il ne fasse un retour dans nos localités. Au moins, on est libéré du joug des mesures barrières et maintenant, il faut entamer le relèvement. Il y a ceux qui, nombreux, sont tombés et ne pourront plus se relever. Il y a ceux qui sont à genoux et qui ont besoin de soutien pour se relever. Il y a ceux qui n'avait mis qu'un genou à terre et qui peuvent se relever seul. Enfin, il y a ceux, sans doute très minoritaires, qui ont résisté debout et qui poursuivent la route.

En cette nouvelle année, il faut prendre la résolution de reprendre la route, en comptant d'abord sur ses propres forces. Bonne chance et meilleurs vœux de nouvel an à tous et à toutes!

L'HORIZON AFRICAIN

Musique

Créée par un Congolais, la danse mopacho fait désormais parler d'elle

Selon une note du Ministère de l'industrie culturelle, touristique, artistique et des loisirs, un concours de danse dénommé *«mopacho challenge national»* a été organisé dans les chefs-lieux des départements. D'où vient cette danse, appelée mopacho, en vogue aujourd'hui, dans les milieux de la jeunesse?

Sixte Singha, créateur de la dans mopacho.

Créée en 1990 par un citadin du 5ème arrondissement Ouenzé, à Brazzaville, nommé Sixte Singha, la danse mopacho est devenue populaire chez les jeunes, au fil des années, sur les deux rives du Fleuve Congo. Grâce au réseau sociaux et notamment les challenges Tiktok, cette danse est montée en puissance, devenant l'identité culturelle des jeunes dans les réseaux sociaux. Elle a pris de l'ampleur à travers la chanson *«mbokalisation»* de Dj Afara Tsena Fukuchima.

De grandes vedettes de la musique congolaise s'en sont appropriés. On peut citer Fally Ipupa, Tidiane Mario, Gaz Mawete, etc, sans oublier l'Ivoirien Serge Beynaud, qui a d'ailleurs demandé à ce qu'on l'invite à Brazzaville, pour danser mopacho, après avoir esquissé quelque pas de danse dans une vidéo YouTube.

Comme de coutume, nous nous jouissons de l'œuvre sans parler de l'ouvrier. Sixte Singha a créé une œuvre qui intéresse de plus en plus de monde aujourd'hui. Il ne devrait pas être oublié quand un grand événement est organisé autour de la danse mopacho.

Loick MFUMU LOUBASSA MOSSIPY

Conférence de presse de Destin Gavet Elengo, président du M.r

«Nous avons été surpris de la mobilisation des Congolais malgré le climat de peur»

Destin Gavet Elengo, président du M.r (Mouvement républicain), parti situé à l'opposition, a organisé, mardi 20 décembre 2022, une conférence de presse, à son siège, au quartier Diata, dans le premier arrondissement Makélékélé, à Brazzaville, pour donner les résultats de la campagne citoyenne qu'il avait lancée il y a un mois, sur la libération de ceux qu'il appelle les *«prisonniers politiques»*. Des représentants des partis amis, notamment Jean-Pierre Anagoye, président du Pape, et un représentant du R.d.d y étaient présents. *«Nous avons été surpris de la mobilisation des Congolais, malgré le climat de peur et de terreur qu'instaure le régime sur l'expression des libertés individuelles. Nous avons obtenu, 2700 signatures physique et 150 signature électronique»*, a dit l'opposant.

Dans le cadre de la campagne qu'il avait lancé, Destin Gavet Elengo a indiqué qu'il était à Pointe-Noire, *«afin de donner une impulsion à cette campagne, en étant moi-même sur le terrain. Malheureusement, j'ai été arrêté, de façon arbitraire, puis détenu illégalement dans les geôles de la C.i.d (Centrale d'intelligence et de la documentation de cette ville durant six jours»*, a-t-il rappelé. *«Durant cette détention, mes avocats n'ont pas pu avoir accès à moi, il en est de même pour des cadres de mon parti. Le motif de mon arrestation ne m'a jamais été notifié», a-t-il dit. «Arrêté le vendredi 2 décembre, c'est finalement le jeudi 8 décembre que j'ai été transféré à Brazzaville, par un vol régulier de la compagnie aérienne Africa Airlines. Conduit à la direction générale de la C.i.d, puis j'ai été notifié de ma libération»*, a-t-il poursuivi.

Destin Gavet.

Selon lui, *«cette arrestation témoigne des difficultés chroniques du gouvernement congolais, dans la restauration de l'autorité de l'Etat tant vantée par le chef du gouvernement, depuis près de dix ans. Ceci démontre tout simplement la difficulté du régime de faire appliquer les règles élémentaires de démocratie et de l'Etat de droit».* Il a promis que son parti entend donner une suite judiciaire à cette arrestation.

En ce qui concerne la campagne, qui a rencontré, toujours selon le président du M.r, un engouement des populations, il a promis de *«déposer la pétition au secrétariat du bureau de l'Assemblée nationale, afin que cette dernière se prononce sur la suite à donner à cette initiative».*

Répondant aux questions des journalistes, Destin Gavet Elengo s'est expliqué, longuement, sur les relations avec son frère, qui est à la majorité présidentielle. *«Je vous parle maintenant de Juste Bernadin Gavet, mon aîné que j'aime. Il est l'oncle à mes enfants et ceux-ci l'aiment énormément. C'est mon grand-frère, nous avons grandi ensemble, joué et dormi sur un même lit. Il le sait… Il m'avait proposé d'être de la fédération de la F.m.c du Département du Niari, j'avais refusé et à la place, je lui avais proposé quelqu'un d'autre, parce que l'idéologie du P.c.t n'était pas dans mes veines. Depuis mon plus jeune âge, je me suis toujours opposé aux injustices, aux inégalités. La logique du P.c.t est contraire à ma façon de voir les choses. Je lui ai toujours dis que je ne serai jamais membre du P.c.t ni de la F.m.c. Je suis avec toi en qualité que frère. C'est en 2017 que je lui annonçais que je créais mon parti. Désormais, on ne peut plus marcher ensemble»*, a-t-il dit. Le président du M.r a répondu aussi à une question sur Aristide Mobebisi, un des journalistes animateurs résistant de la diaspora congolaise en France dont il a balayé les allégations d'un revers de la main.

Les journalistes, pendant la conférence de presse.

Propos recueillis par
Chrysostome FOUCK ZONZEKA

PROPOS D'éTAPE

La vie au jour le jour

C'est à cette période que chacun fait son bilan, une sorte d'introspection sur la manière dont on a géré sa vie et celle des autres, pendant un an. Le moment est certainement venu de rompre avec nos certitudes sur la vie au jour le jour de nos concitoyens, de descendre de nos piédestaux, de nos positions hautes dans lesquelles nous fabriquons nos propres vérités, pensant que c'est la vérité.

Le moment est vraiment venu de regarder, en face, la vie des humbles gens, de la regarder avec l'ambition de leur offrir les bons offices qu'exige le sacerdoce du service public. Ne pouvons-nous pas sortir de nos schémas de haute politique pour gérer la vie telle qu'elle est? Telle qu'elle est, elle manque d'écoles dignes de ce nom pour nos enfants, notamment à l'intérieur du pays; elle manque de soins de santé primaire; elle manque de couverture assurance-maladie universelle; elle manque de salubrité publique; elle manque de routes en bon état, surtout dans les principales villes; elle est insalubre parce que des immondices trainent partout; elle est encombrée parce que l'espace public est envahi par des marchés anarchiques; elle est lugubre parce l'habitat s'est considérablement dégradé suite aux érosions et à l'occupation anarchique des zones inconstructibles.

Ainsi, dans certains quartiers, *«comme étendard, on brandit nos taudis»*, comme l'affirme le rappeur Souffrance dans Simba. Il y a dans nos chaumières, de la souffrance qui a honte de se montrer. Il y a la souffrance de tous les sans-paroles qui se drapent du manteau du silence, pour que l'on ne se moque pas d'eux. Il y a la misère de ceux qui doivent se lever tous les jours, le matin à 4h, pour trouver de quoi vendre dans la journée. Il y a la misère de ces chauffeurs de taxi qui répètent que *«l'essentiel est que les enfants mangent»;* c'est même devenu leur nouvelle appellation. Il y a la misère de ces malades que les ordonnances et l'insolence du personnel de santé achèvent. Il y a la misère de ces enfants déscolarisés qui sombrent dans la violence aveugle. Il y a la misère de ceux qui ne verront jamais la lumière du jour, parce que, pour eux, chaque jour n'est pas une vie, ils survivent. Il y a la misère de ceux qui ne verront jamais la lumière de la ville, parce que leurs campagnes ne sont pas des cadres de vie, ni de reproduction sociale. Il y a la misère; et comme dit Coluche, *«c'est toujours sur les pauvres gens [qu'elle] s'acharne obstinément».*

Il y a lieu de descendre des positions hautes, de sortir des bulles, de sillonner la Cité, la vraie; de côtoyer la plèbe dans son niveau zéro, de vivre ce qu'elle vit, de boire sa souffrance, afin de voir ce qu'est la misère. Et, par une révolte intérieure, de remplir d'espoir ceux qui souffrent par des actions simples, sans battage médiatique, sans rhétorique ronflante, mais assurément salutaires et à signifiance historique. Tel est l'impérieux devoir de ceux qui méritent d'être appelés Homme d'honneur.

Prométhée

Droits des peuples autochtones

Malgré quelques avancées, la situation demeure préoccupante

L'O.c.d.h (Observatoire congolais des droits de l'homme) a organisé mardi 13 et mercredi 14 décembre 2022, au Centre d'observation indépendante des forêts, à Brazzaville, une réunion pour faire le bilan de la mise en œuvre de la loi n°5-2011 du 25 février 2011 portant protection et promotion des droits des populations autochtones. C'était avec la participation de la R.p.d.h (Rencontre pour la paix et les droits de l'homme), sous la facilitation du F.g.d.h (Forum pour la gouvernance et les droits de l'homme). Les travaux ont pris fin par une conférence de presse animée par Mme Nina Cynthia Kiyindou Yombo, chargée du programme des ressources naturelles et droits des communautés forestières à l'O.c.d.h, Maixent Fortunin Agnimbat Emeka, coordonnateur du Fghdh, Guy Mousselé Diseké, vice-président du conseil d'administration du Renapac et Jasmin Bonaventure Mbemba, coordonnateur par intérim du Renapac.

L'analyse faite sur la base de la fiche synthèse élaborée par le Renapac (Réseau national des populations autochtones du Congo), le Gesop (Groupe des experts pour la synergie des organisations et plateformes), ainsi que les autres organisations de la société civile, pour identifier les avancées, les défis majeurs et les opportunités d'amélioration et pour formuler des recommandations a révélé des constats portant, entre autres, sur l'accès limité aux soins de santé et aux services sociaux de base, malgré la gratuité garantie par les textes réglementaires, l'absence de textes et de politiques publiques sécurisant les droits fonciers coutumiers des populations autochtones. Plusieurs défis majeurs ont été identifiés, dont la non-application effective des textes législatifs et règlementaires se rapportant aux droits des peuples autochtones.

Les membres de la société civile débattant la loi des peuples autochtones

Au regard de ce tableau peu reluisant, la situation des peuples autochtones demeure préoccupante. A ce titre, des recommandations ont été formulées en direction des pouvoirs publics. Elles demandent, par exemple, que l'Etat:

-veille à l'application des textes législatifs et règlementaires se rapportant à la santé, l'éducation, la formation, le social et le travail des populations autochtones;

-diligente l'adoption d'un texte d'application spécifique sécurisant les droits fonciers des populations autochtones, conformément à la loi n°5-2011 portant promotion et protection des populations autochtones;

-et réalise systématiquement l'évaluation des politiques et programmes à adopter en faveur des populations autochtones.

«Depuis plus de dix ans qu'on a adopté la loi en faveur des populations autochtones, il y a encore beaucoup de choses à faire. D'après l'analyse faite, on s'est rendu compte qu'on est encore à 3% de l'application de cette loi. Pour l'appliquer, elle doit avoir les textes d'application qu'il faut, selon les principes posés dans cette loi», a dit Mme Nina Cynthia Kiyindou Yombo, de l'Oc.d.h.

Martin BALOUATA-MALEKA

Journée internationale des droits de l'homme

Le gouvernement et les Nations unies ensemble dans une célébration conjointe

Le gouvernement et le système des Nations unies ont célébré conjointement la Journée internationale des droits de l'homme, sous le thème: *«Dignité, liberté et justice pour tous»*. Les différentes manifestations relatives à la célébration de cette journée ont eu lieu samedi, 10 décembre 2022, au Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones, à Brazzaville.

La célébration de la Journée internationale des droits de l'homme s'est déroulée sous le co-patronage de trois membres du gouvernement: Aimé Ange Wilfrid Bininga, garde des sceaux, ministre de la justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones; Mme Inès Nefer Bertille Ingani, ministre de la promotion de la femme, de l'intégration au développement et de l'économie informelle et Mme Irène Marie Cécile Mboukou Kimbatsa, ministre des affaires sociales, de la solidarité et de l'action humanitaire. Il y avait aussi Christ Mburu, coordonnateur-résident du système des Nations unies, en présence des ambassadeurs, chefs de missions diplomatiques et des représentants des agences des Nations unies.

Cette célébration a consisté à sensibiliser tout le monde, pouvoirs publics comme citoyens, pour promouvoir le bien-être des peuples, même si la confiance dans les institutions s'effrite, en particulier chez les jeunes. La Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par la communauté internationale en 1948 est une réponse aux affres et aux atrocités des deux guerres mondiales. C'est ainsi que, dans son message, Antonio Guterres, secrétaire général de l'Onu, a invité les Etats membres, la société civile, le secteur privé et les autres acteurs à placer les droits humains au cœur de leurs actions, pour inverser les tendances destructives connues actuellement.

Vue de la tribune.

Photo de famille à la fin de la cérémonie.

L'ensemble des messages publiés à la cérémonie de Brazzaville et les séquences de théâtre présentées ont mis exergue les droits humains. Un panneau est désormais dressé dans le jardin public faisant face au Ministère de la justice, présentant les trente articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

La ministre Ingani a présenté la loi Mouébara, un mécanisme supplémentaire à l'arsenal juridique national, pour protéger la femme, adopté il y a sept mois. Les manifestations ont été couronnées par un festival. Christ Mburu a promis de continuer *«à travailler ensemble, pour la campagne du 75ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 2023 et la préparation de l'examen périodique universel du Congo».*

Le ministre Bininga a rappelé que *«fortement attaché aux valeurs universelles qui fondent l'humanité, la République du Congo a adhéré à plusieurs instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme. Le Congo dispose d'un environnement favorable à la réalisation des droits humains».*

Pour sa part, la ministre Ingani a rappelé que *«cette importante journée est aussi une manière de nous interpeller à nous approprier et à défendre nos droits fondamentaux, principalement le droit à la vie et au plein épanouissement, qui sont véritablement entravés par le fléau que sont les violences de toute nature faites aux femmes et aux filles dans le monde, en général et en République du Congo en particulier».*

Il faut souligner que cette célébration dans un rassemblement des différents acteurs a donner un poids à l'événement. Reste probablement à associer les acteurs de la société civile, pour montrer que le combat pour les droits de l'homme est l'apanage de tous et c'est en se mettant ensemble qu'on parviendra à garantir aux citoyens les droits prévus par les différents instruments juridique nationaux et internationaux.

Martin BALOUATA-MALEKA

Médias

Le C.s.l.c a levé la sanction prise contre Vox Tv

Le collège des membres du C.s.l.c (Conseil supérieur de la liberté de communication) s'est réuni mardi 27 décembre 2022, sous le patronage de Jean-Pierre Goma, vice-président et président par intérim du conseil, au siège du journal La Semaine Africaine, à Brazzaville, pour examiner la décision de suspension des programmes de la chaîne privée Vox Tv. A l'issue de cette réunion, le collège des membres a adopté une délibération qui lève la décision qui pesait sur Vox. Dans cette délibération, il est reproché à la chaîne d'informations en continu d'avoir manqué à ses obligations professionnelles dans le reportage sur la conférence de presse de Destin Gavet, parlant de la libération des prisonniers politiques. Voici la substance de cette délibération qui explique la décision du C.s.l.c.

En date du mardi 20 décembre 2022, la chaîne de télévision privée, Vox Tv, a diffusé, en boucle, un reportage sur une campagne de libération de «prisonniers politiques» s'appuyant sur une pétition signée par 2.850 personnes à l'initiative d'un dirigeant politique. La diffusion de ce reportage, traité sans faire de distinction entre les propos du dirigeant politique à l'origine de la campagne et les faits tels qu'ils se sont déroulés dans le pays, à savoir, la condamnation, par la Justice, des personnes concernées, à des peines précises, pour des délits de droit commun, faisait écho», d'après le C.s.l.c, *«à une campagne de nature à inciter l'opinion nationale à exiger «la libération de prisonniers politiques»,* constituant ainsi, à es yeux, *«une menace à l'ordre public, alors qu'il n'existe pas en République du Congo, de prisonniers politiques sinon que des citoyens, fussent-ils leaders politiques, condamnés par la Justice de leur pays».*

Le conseil rappelle *«qu'il n'existe pas, dans la législation congolaise, de délit qui justifierait le qualificatif de «prisonniers politiques». Ne pas mentionner cela, pour le besoin de l'équilibre de l'information, est une faute professionnelle grave».*

Au regard de ce manquement professionnel, le président par intérim du C.s.lc a été amené à prendre une décision à titre conservatoire, approuvée par le Collège des membres, dans le souci de préserver l'ordre public, en attendant l'examen de l'affaire quant au fond.

Le conseil a apprécié l'attitude *«responsable»,* selon lui, du président du groupe Vox, *«qui a tiré les conséquences de la situation créée par le manque de vigilance professionnelle de la direction générale de sa chaîne de télévision et qui a fait son mea culpa devant la Commission administrative et juridique, chargée de la déontologie et de l'éthique, lors de son audition».*

Voilà ce qui amené, sept jours après la suspension des programmes de Vox Tv, le Collège des membres du C.s.l.c a décidé de lever la décision de suspension qui frappait ce média, à qui il a infligé un blâme *«pour manquement grave à ses obligations professionnelles».*

Urbain NZABANI

Visite de travail de la secrétaire d'Etat Chrysoula Zacharopoulou à Brazzaville

Conventions de financement signées et soutien à l'emploi des jeunes

Mme Chrysoula Zacharopoulou, secrétaire d'Etat française auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux, a effectué une visite de travail, du 19 au 22 décembre 2022, à Brazzaville, au cours de laquelle elle a procédé à la signature de conventions de financement du P.u.d.t (Programme d'utilisation durable des terres), visité la corniche où elle a planté un arbre et un Cefa (Centre d'éducation, de formation et d'apprentissage). Elle a également tenu un point de presse à Brazzaville.

Mme Chrysoula Zacharopoulou,en visite au Centre d'éducation, de formation et d'apprentissage.

La signature des conventions de financement du P.u.d.t a eu lieu au siège du Ministère de l'économie et des finances, avec Mme Ingrid Olga Ebouka Babakas, ministre du plan, de la statistique et de l'intégration régionale, représentant le ministre de l'économie et des finances. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence de Maurizio Casciolo, directeur de l'A.f.d, des ambassadeurs représentants du conseil d'administration de la Cafi (Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale) au Congo.

Les montants engagés pour la mise en œuvre du P.u.d.t s'élèvent à 24,5 millions d'euros. Ce programme vise à soutenir les efforts engagés par le gouvernement congolais, pour structurer son approche nationale d'aménagement du territoire, en accompagnant notamment l'élaboration du plan national d'affectation des terres, de schémas départementaux pilotes.

«Cette signature vient réaffirmer les engagements formalisés dans la lettre d'intention de Cafi signée le 3 septembre 2019, par le Président de la République du Congo ,Denis Sassou-Nguesso, et le Président de la République Française, Emmanuel Macron», a rappelé la secrétaire d'Etat. Le P.u.d.t (Programme d'utilisation durable des terres) vise à appuyer l'atteinte de 22 des 52 engagements fixés par cette lettre d'intention, pour mettre en œuvre la trajectoire nationale de développement bas carbone au Congo. *«Le P.u.d.t offre en effet l'opportunité, pour le pays, non seulement de remplir ses engagements pris auprès de la communauté internationale, mais également d'inscrire les objectifs de son P.n.d 2022-2026 dans une trajectoire bas carbone, responsable et plus résiliente»,* a précisé la ministre Ebouka Babakas.

La visite du Cefa (Centre d'éducation de formation et d'apprentissage) dirigé par Mme Audrey Gwladys Mpansou a été l'occasion, pour la secrétaire d'Etat française, de parler de l'emploi des jeunes: *«Les grands défis que nous avons, partout dans le monde, sont les questions d'éducation, de formation. Comment on peut être bien formé et ensuite trouver un travail. Les Cefa répondent exactement à cette démarche. Je sais que les difficultés sont nombreuses, mais votre gouvernement a créé les centres d'éducation de formation et d'apprentissage… Le soutien à la formation et à l'emploi des jeunes est au centre de la politique du Président de la République Française, Emmanuel Macron, qu'il a mis au cœur de ses partenariats entre la France et les pays du continent africain en général et la France et le Congo en particulier… Nous avons investi 30 millions d'euros dans le secteur de la formation, pendant dix ans, en partenariat avec le gouvernement de votre pays. Notre partenariat offre des opportunités, il a financé 500 centres de formation, comme celui-ci en collaboration avec le secteur privé, qui forme déjà près de 1000 jeunes par an. Je profite de vous annoncer que dans les prochains jours, nous allons lancer le Projet Mosala, un projet à plus de 10 millions d'euro dont 3 millions viennent de l'Union européenne, pour soutenir les jeunes femmes dans la recherche de l'emploi».*

Propos recueillis par
Chrysostome FOUCK ZONZEKA

I.n.t.s (Institut national du service social)

Le directeur, Guy-Blaise N'Douli, honoré par un prix d'une association de journalistes

Le directeur général par intérim de de l'I.n.s.t (Institut national du service social) Guy-Blaise N'Douli, a été récompensé par le Réseau des journalistes et communicateurs congolais pour la promotion et l'émulation du citoyen), qui lui a décerné, le 17 décembre 2022, à Brazzaville, le Prix d'excellence, à l'occasion d'une cérémonie de distinction honorifique pour ses responsabilités admirablement tenues.

Le travail social est important dans la société. Les travailleurs sociaux s'occupent des personnes vulnérables, en incapacité de se mouvoir et de se prendre en charge. Ainsi, les personnes vivant avec handicap (sourds-muets, personnes non-voyantes, personnes à mobilité réduite, veufs ou veuves, familles disloquées et d'autres types de vulnérabilités qui touchent certaines couches sociales, notamment les déviances liées au comportement des adolescents, des jeunes, des enfants vivant dans la rue, peuvent toujours saluer les initiateurs de l'I.n.s.t (Institut national du service social) qui forme les personnels pouvant prendre soins d'eux.

«Nous formons trois types de personnels qui s'occupent chacun selon son approche, de ces cibles qui veulent vraiment être aidées. Nous formons les assistants de service social, les éducateurs spécialisés et les animateurs en développement local», a indiqué le directeur général par intérim, Guy-Blaise N'Douli.

Guy-Blaise N'Douli.

Aussi, l'I.n.t.s ambitionne-t-il de s'ouvrir à la sous-région Afrique centrale. *«Nous voulons que les travailleurs sociaux des autres pays de l'Afrique centrale viennent se faire former au Congo, qui aiderait à former les travailleurs sociaux des Etats de la Communauté économique et monétaires de l'Afrique centrale (C.é.m.a.c), à moyen terme. Nous espérons qu'avec le temps, nous aurons la force de le faire»*, a-t-il confié.

Relevant de l'administration publique, cet institut a une double tutelle. L'administration est assurée par le Ministère des affaires sociales, de la solidarité et de l'action humanitaire et la tutelle académique par le Ministère de l'enseignement supérieur.

«Nous avons deux tutelles, parce que les métiers que nous apprenons aux étudiants relèvent du social. Les encadreurs ont la matière et interviennent dans cet institut», a-t-il expliqué, précisant que c'est suite au constat selon lequel les travailleurs sociaux interviennent en fonction de ce qu'ils ont comme formation professionnelle. Alors que parmi eux, il y avait ceux qui n'avaient pas de profils. *«Il fallait, toutefois, les remettre à niveau, et ils n'avaient pas non plus la bonne approche, lors de leur intervention. Ce qui les rendait inefficaces. Cela coûtait cher à l'Etat. Voilà comment le projet est né»*, a-t-il souligné.

M. N'Douli a rappelé aussi les objectifs que vise cet institut que sont la formation initiale et continue dans le domaine social, à partir du baccalauréat technique ou général, et la recherche-action et appliquée en travail social. *«On y entre par concours. Il est interne et externe. Les critères et les conditions de participation à ce concours sont fixés par les statuts portant création de l'institut, ainsi que les épreuves sont fixées dans un communiqué relayé à la télévision, à la radio, dans la presse écrite et sur Internet»,* a-t-il précisé.

Notons que le diplôme délivré à la fin de la formation est une licence. Mais, l'institut est inscrit dans le processus L.m.d (Licence, master, doctorat) en travail social, afin de s'arrimer au système académique universel. Il y a des partenaires nationaux et internationaux qui appuient cet institut, dans la réalisation de ses objectifs

Achille TCHIKABAKA

lettre de Yakamambu

Mon très cher ami Mbulunkwé, mboté!

Nos amis communs, Itoua, Mboungou, Tati et Yakamambu, m'ont demandé de te faire part d'un phénomène triste qui est en train de s'amplifier, ici chez nous. Il s'agit de l'homosexualité que certaines gens cherchent à imposer dans nos mœurs. Notre confrère Prométhée a écrit à ce propos:

«Qu'il y ait des éphémères qui préfèrent s'encanailler avec des pratiques sexuelles hors culture nationale, c'est leur affaire, encore que l'on peut s'interroger sur la valeur que porte le fait de voir un dignitaire du septentrion s'afficher avec sa femme, qui est un homme barbu, mais qui porte une robe de femme! Que des formes civiles d'organisation se déploient pour ce qu'elles considèrent être une valeur, c'est tolérable; après tout, c'est une question de goût même douteux. Mais, qu'une puissance publique étrangère, quelle qu'elle soit, d'une manière ou d'une autre, s'oblige à vouloir imposer un choix de société à une Nation souveraine, c'est de l'impérialisme, c'est de l'ingérence, c'est la négation de la souveraineté des autres. Et comme il s'agit de civilisation, c'est la négation de l'existence mémé de l'autre…».

C'est de la pure et simple imposture de ceux qui prétendent tout savoir, tout connaître et qui pensent aussi qu'ils sont *«civilisés»*. Par rapport à qui et à quoi? N'importe quoi!

C'est plus que de l'impérialisme ou de l'ingérence. C'est de l'insertion pure et simple des anti-valeurs dans la société congolaise qui en a déjà marre de ce foisonnement d'anti-valeurs que l'Eglise et le gouvernement ne cessent de nous inviter à combattre. L'homosexualité est contraire à nos valeurs spirituelles et sociales. Il faut que l'Etat applique, sans complaisance et dans toute sa rigueur, la loi qui interdit dans notre pays, les relations contre nature. Il n'y a pas de vide juridique en la matière, car la loi existe bel et bien.

Au fait, pendant que nous y sommes, pourquoi ne pas permettre aux Congolais fortunés de léguer leurs richesses à leurs animaux de compagnie, comme sous d'autres cieux? Non, ressaisissons-nous pour sauver notre patrimoine culture et notre civilisation pleine de valeurs que nous devons transmettre aux générations futures. Comprenne qui pourra.

Bonne année à tous et à toutes!

Aurevoir et à l'année prochaine!

Diag-Lemba

U.d.h-Yuki

Rampante jusque-là, la crise a fini par éclater de nouveau au grand jour

Le feuilleton de crise à l'U.d.h-Yuki, parti créé par feu Guy-Brice Parfait Kolélas et situé à l'opposition, est loin d'avoir touché à sa fin, après les dernières élections législatives et locales. Les deux courants internes qui se livrent une lutte sans merci ont fait leur réapparition, après le surprenant épisode judiciaire qui se poursuit d'ailleurs. Aux dernières nouvelles, le premier vice-président et président par intérim du parti, Pascal Ngouanou, a été suspendu de ses fonctions, jusqu'à la tenue du congrès, par le courant de Gilles Fernand Bassindikila, deuxième vice-président, à l'issue d'une réunion du Bureau politique qu'il a présidé le samedi 24 décembre 2022. Aucun courant ne peut chasser un autre, leur a enjoint Raymond Zéphirin Mboulou, le ministre de l'intérieur, de la décentralisation et du développement local, à qui les deux parties ont fait recours.

L'U.d.h-Yuki se dévoile comme un parti qui souffre d'une crise de leadership, depuis la disparition de son mythique fondateur, Guy-Brice Parfait Kolélas. Pascal Ngouanou ne semble pas être à la hauteur de présider aux destinées de ce parti, alors qu'il s'accroche à son héritage comme à la prunelle de ses yeux. Après des contradictions avec des militants partis le voir chez lui, pour demander des comptes sur la gestion financière, il a porté l'affaire en justice, malgré les conseils qui lui étaient donnés de trouver une solution à l'interne.

La crise survient toujours à la suite de ses décisions prises de manière unilatérale. Voyant la résurgence de cette tendance, le courant Bassindikila s'est réveillé. Pour lui barrer la route, le camp Ngouanou avait bloqué le siège du parti, au quartier Mpissa, dans le deuxième arrondissement Bacongo. Pour avoir axé au siège, le deuxième vice-président a fait appel aux services de Me Pierre Claver Nitou Ngoko, huissier de justice, commissaire-priseur, près la Cour d'appel de Brazzaville, qui a fait le constat, supervisé l'ouverture du siège et dressé un procès-verbal.

Prévue à 12h30, c'est finalement vers 14h que la réunion du Bureau politique, présidée par Gilles Fernand Bassindikila, a commencé. Sur 23 membres, 16 étaient présents. Le quorum étant atteint, la réunion a pu se tenir. Ainsi, le Bureau politique a décidé que la commission d'organisation du congrès soit sous la tutelle de la médiation. Tous les actes pris par le président par intérim, Pascal Ngouanou, ont été purement et simplement annulés. Ce dernier a été du reste suspendu jusqu'au congrès. René Mokono, président de la Fédération U.d.h-Yuki de Pointe-Noire a été réhabilité dans ses fonctions.

Gilles Fernand Bassindikila (à g.) avec Me Pierre Claver Nitou Ngoko, huissier de justice devant le portail du siège du parti.

Avant cette réunion du Bureau politique, Pascal Ngouanou avait sollicité l'intervention du ministre de l'intérieur, Raymond Zéphirin Mboulou. Celui-ci a finalement reçu les deux courants auxquels il a demandé de se mettre à la disposition de la médiation. La balle est donc désormais du côté de la médiation conduite par l'ancien ministre Michel Mampouya et le sénateur Ludovic Miyouna Tétani. La tenue du congrès est maintenant le seul objectif, pour élire le nouveau président du parti, qui supervisera la mise en place des nouvelles instances dirigeantes de l'U.d.h-Yuki.

Pascal Ngouanou.

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Professeure Francine Ntoumi, élue membre de l'Académie mondiale des sciences

«Parler de développement, en oubliant la science, cela n'a pas de sens»

La professeure Francine Ntoumi a fait son entrée à l'Académie mondiale des sciences (Twas), une organisation internationale autonome, fondée à Trieste, en Italie, en 1983, par un groupe de scientifiques distingués, sous la direction du Prix Nobel pakistanais, feu Abdus Salam, et lancée officiellement en 1985, par le secrétaire général des Nations unies. La scientifique congolaise fait, désormais, partie des 53 nouveaux membres élus en 2022. Professeure de biologie moléculaire, enseignante à l'Université de Tubingen, en Allemagne, et présidente de la Fondation congolaise pour la recherche médicale, Francine Ntoumi a bien voulu répondre à nos questions, pour parler de l'importance de la science et de la recherche dans le développement. Pour elle, *«parler de développement, en oubliant la science, cela n'a pas de sens»*. Interview!

**** Professeure, que représente, pour vous, cet honneur d'avoir été élue à l'Académie mondiale des sciences?***

** Cela signifie une reconnaissance par les pairs du monde entier, du travail accompli. Ce n'est pas un aboutissement, c'est juste dire qu'on a fait un bon travail pendant plusieurs années. C'est le couronnement d'une carrière.

**** Peut-on savoir si ce sont les recherches menées dans le domaine du paludisme qui ont fait que vous soyez élue?***

** J'ai beaucoup travaillé sur le paludisme. Mais, depuis plus d'une dizaine d'années, je m'investis dans les maladies infectieuses telles que le paludisme, le V.i.h-sida, la tuberculose, les maladies diarrhéiques chez l'enfant, les maladies à potentiel épidémique. Mon outil de base, c'est la biologie moléculaire qui s'utilise sur différentes maladies infectieuses. Je pense que mon entrée à l'Académie mondiale des sciences, ce n'est pas seulement le travail de recherche, c'est aussi le rayonnement que l'on a. Ce rayonnement, c'est ce que l'ont fait, comment il impacte la vie des autres. C'est aussi mon combat pour que la recherche soit reconnue comme un pilier important du développement de la recherche en Afrique. C'est également mon engagement pour les femmes et pour les scientifiques. Tout cela fait partie du rayonnement, en utilisant le travail.

Professeure Francine Ntoumi.

**** Est-ce que cela veut dire que la science contribue au développement dans les pays en développement?***

** Actuellement, on a un problème, parce que, malheureusement, la science n'est pas encore, dans nos pays, comme un pilier important de développent. Les pays s'étaient engagés à donner 2% de leurs budgets à la recherche. La plupart des pays donnent moins. Le maximum, c'est avec l'Afrique du Sud qui donne 0,8%. Tous nos pays donnent 0,2%. Au regard de ces chiffres, il est difficile que ces pays atteignent leurs objectifs. Cela montre déjà qu'il y a un problème de reconnaissance de la science comme pilier de développement. Les pays comme la Corée du Sud, Israël, les pays européens ont, tous, plus de 4 à 5 mille scientifiques par million d'habitants. C'est par là qu'on voit la force de l'investissement d'un pays dans la science et dans le futur. On voit très bien comment les pays d'Asie du Sud-Est se développent très vite, parce que le nombre de scientifiques par million d'habitants augmentent significativement.

En Afrique, on est à un nombre insignifiant, de 50 ou 100 scientifiques par million d'habitants. On a beaucoup de travail à faire. C'est un combat qui reste important. Pour moi, parler de développement, en oubliant la science, cela n'a pas de sens du tout.

**** Quel message pouvez-vous adresser à l'endroit des chercheurs, surtout aux femmes chercheures?***

** Il nous manque des scientifiques par million d'habitants, pour pouvoir répondre aux besoins de la science, parce que les défis sont nombreux. Aujourd'hui, on parle de changement climatique. C'est joli de le dire, c'est presque une mode. Même nos gouvernants utilisent ce mot. Mais, c'est une réalité qui veut dire, derrière, qu'il y a la science qui va trouver des solutions, pour changer notre consommation d'énergie, nos habitudes alimentaires, pour améliorer les sols, pour mieux utiliser l'existence avec la multidisplinarité des scientifiques.

Les scientifiques du monde entier doivent réfléchir, parce que les contextes sont différents au pôle Nord. Donc, on ne peut pas comparer avec ce qui se passe au Sud. Cela veut dire que tous les scientifiques devraient trouver des solutions adaptées à leurs contextes. Il ne faut pas attendre, par exemple, que ce soient les scientifiques européens qui viendront résoudre les problèmes des Congolais. C'est pourquoi nous avons besoins des scientifiques congolais par million d'habitants.

Propos recueillis par
Martin BALOUATA-MALEKA

Réunion du Bureau politique du P.c.t

Se préparer pour la victoire aux sénatoriales de 2023

Le Bureau politique du Comité central du P.c.t (Parti congolais du travail), issu du 5ème congrès ordinaire, a tenu sa huitième réunion ordinaire, mardi 27 décembre 2022, dans la salle des conférences internationales du Palais des congrès, à Brazzaville, sous le patronage du secrétaire général Pierre Moussa. Ordre du jour: faire l'évaluation des actions menées en 2022 et préparer les élections sénatoriales de 2023.

Dans son discours d'ouverture de la session du Bureau politique, Pierre Moussa a indiqué que *«l'objectif primordial a été de gagner les élections législatives et locales de juillet 2022, priorité des priorités, et donner ainsi au camarade Denis Sassou-Nguesso, tous les moyens politiques dont il a besoin, pour poursuivre, avec sérénité, son œuvre grandiose de construction et de modernisation de notre pays. Notre parti a remporté de brillantes victoires qui lui ont permis d'atteindre des résultats à la hauteur de ses attentes. Aujourd'hui, disposant de la majorité de sièges à l'Assemblée nationale et dans les conseils locaux, le P.c.t incarne plus que jamais un leadership indiscutable sur la scène politique nationale»*, a-t-il poursuivi.

Le Bureau politique rendra compte, sous peu, de l'atteinte des objectifs fixés cette année au Comité central. *«Nous avons adopté le rapport d'activités 2022 et le projet du programme d'activités 2023»,* a précisé le porte-parole, Romuald Parfait Iloki. *«Après avoir réussi à faire élire le Président Denis Sassou-Nguesso en 2021, le P.c.t avait pris le pari de lui apporter les matériaux et les ressorts, pour mieux gouverner et calmement: la majorité à l'Assemblée nationale, aux locales et pour l'année prochaine aux sénatoriales. Avec 101 députés sur 151 soit 84%, 650 élus locaux sur 1154 autour de 79%, à la tête de 24 sur 26 conseils et 6 des 8 commissions à l'Assemblée nationale»,* a-t-il ajouté. *«Les forces et les faiblesses mises en évidence permettent d'inspirer au Comité central des orientations adéquates question de relever les défis de 2023»*, à reconnu Pierre Moussa dans son discours de clôture.

Le secrétaire général Pierre Moussa.

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

P.n.l.s (Programme national de lutte contre le sida)

Reprise timide des campagnes de sensibilisation des populations

Les activités de sensibilisation sur le V.i.h-sida ont connu un temps de répit en République du Congo, à cause de la pandémie de covid-19 et du manque de ressources au P.n.l.s (Programme national de lutte contre le sida), organe de mise en œuvre du Ministère de la santé, en ce qui concerne la lutte contre le V.i.h-sida, et qui a pour mission d'élaborer, de mettre en œuvre et de gérer la formation du personnel et la prévention de cette infection. Ainsi, après la campagne de sensibilisation et de dépistage organisée sur le corridor Nord, dont le point de chute était Impfondo, dans le Département de la Likouala, le tour est revenu, au mois de décembre, à l'axe Sud.

Dr Roth Cécile Mapapa née Miakassissa.

Au sortir de la cérémonie de décoration organisée par le Réseau des journalistes et communicateurs congolais pour la promotion et l'émulation du citoyen, qui l'a honorée d'un prix d'excellence, le Dr Roth Cécile Mapapa née Miakassissa, pédiatre et directrice du P.n.l.s, a expliqué la reprise des campagnes de sensibilisation. *«Il n'y a pas longtemps, nous avons mené des campagnes de sensibilisation à Brazzaville et Pointe-Noire. Au mois du décembre dernier, nous avons fait la caravane sur le corridor Nord, qui nous a amenés jusqu'à Impfondo, dans la Likouala, avec nos véhicules, pour sensibiliser et dépister. En décembre prochain, nous allons faire le corridor Sud, qui nous amènera jusqu'à Pointe-Noire, en passant par le Kouilou»*, a-t-elle fait savoir. *«Nous avons connu deux temps. Avant la covid-19, nous avons connu un problème de ressources et nous n'avons pas pu communiquer, à cause de cette pandémie. Mais, depuis quelque temps, nous lançons les campagnes de dépistage, de sensibilisation et nous allons continuer à informer et à sensibiliser dans ce sens»*, a-t-elle souligné.

Dans ce plan, il y a trois priorités dans le cadre stratégique qui est élaboré par le C.n.l.s (Conseil national de lutte contre le sida). *«La première priorité, c'est de réduire les infections au sein de la population, principalement chez les femmes enceintes, faire que nous atteignions la cible de l'Onu-sida qui est maintenant de 95-95. C'est-à-dire, il faut que nous atteignions 95% des personnes vivant avec le V.i.h-sida; qu'elles connaissent leurs statuts et aient accès au traitement des antirétroviraux et puis 95% de ceux qui ont accès au traitement aient une charge virale supprimée qui veut dire que les traitements agissent bien»*, a précisé Mme Roth Cécile Mapapa.

A ce sujet, elle a fait savoir que *«les antirétroviraux sont disponibles au Congo, grâce au leadership du Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, de la première dame qui a fait de cette pandémie son crédo, et du ministre de la santé et de la population. Nous n'avons plus de rupture en antirétroviraux»*. Et de rassurer que *«les A.r.v sont disponibles et gratuits dans tous les centres de santé. Parce qu'en 1998, le Président de la République avait signé la gratuité de ces médicaments et du bilan biologique»*.

Notons que le Conseil national de lutte contre le sida et les épidémies et le P.n.l.s sont deux structures étatiques différentes. La première est un organe de coordination multisectoriel, qui englobe tous les ministères qui ont des cellules de lutte contre le sida, qui sont chapeautés par le Conseil national de lutte contre le sida. C'est donc un organe de plaidoyer qui a aussi comme mission de chercher le financement en ce qui concerne la lutte contre le sida. Par contre, le P.n.l.s est un organe de mise en œuvre. Mais, les deux organes dépendent du Ministère de la santé et de la population.

Achille TCHIKABAKA

Pasteur Charles Malonga, président de l'Eglise des assemblées de Dieu au Congo

«Nous allons retourner à l'identité des assemblées de Dieu, le congressionnalisme»

Le Conseil pastoral de l'E.a.d.c (Eglise des assemblées de Dieu au Congo) a tenu sa session extraordinaire, du 26 au 30 octobre 2022, à l'Ibad (Institut biblique des assemblées de Dieu), vers l'aéroport de Pointe-Noire. Un bureau national avait été élu. Le clou de cette session a été l'organisation d'un culte de louange et d'adoration, dans la salle de conférences de l'Hôtel Le Ruisseau, une manière de présenter aux chrétiens de cette communauté, les nouvelles autorités qui ont, désormais, la charge de diriger l'E.a.d.c. Revenu à Brazzaville, le pasteur Charles Malonga, le nouveau président, nous a accordé une interview, pour présenter son plan d'action.

**** Pasteur, après les querelles qui ont secoué votre communauté religieuse, vous avez été élu président de l'E.a.d.c. Par quoi allez-vous commencer, lorsqu'on sait que tout est priorité?***

** Merci monsieur le journaliste, pour l'intérêt que vous accordez à notre communauté. Les tâches prioritaires, nous les avons dégagées à l'issue de la session inaugurale du conseil d'administration. Urgemment, nous devons organiser des descendes dans les départements, pour aller écouter les chrétiens. L'organisation des audits s'impose à notre église, afin de dresser un état des lieux. Ce qui nous permettra d'organiser les états généraux de notre assemblée. A l'issue de ces tâches prioritaires, nous mettrons en place un plan de développement de l'église ou un plan directeur qui va encadrer l'E.a.d.c.

**** Pasteur président, l'audit que vous voulez engager, c'est pour viser quoi?***

** Sur cette question, je voudrais attirer l'attention des fidèles que l'audit va concerner tous les aspects de l'église: la gouvernance administrative; les finance; la gestion du patrimoine. Il n'y aura pas de secteur à protéger. C'est une vaste opération qui concerne toute l'église et notre institut biblique, pour voir clair: qu'est-ce qui se fait en bien et en mal.

S'il y a des correctifs à apporter, cela se fera. L'objectif de ça, c'est aller à la rupture, rompre avec les antivaleurs paralysantes qui ont freiné l'église, pendant près de cinquante ans, pour aller vers des réformes et atteindre le développement.

**** Les assemblées de Dieu est un mouvement international. Est-ce que vous voulez bien repartir aux fondamentaux dudit mouvement?***

** Je l'ai dit dans le plan quadriennal et à l'exposition de la vision: nous devons retourner au congressionnalisme, parce que les assemblées de Dieu ont leur mode de gouvernement. Sur les trois modes de gouvernement qui dirigent l'église, les assemblées de Dieu ont leur mode de gouvernement. Au fil du temps, nous nous en sommes éloignés. Nous devons repartir vers ces fondamentaux. Nous allons retourner à l'identité des assemblées de Dieu.

**** Comment se présente la situation des missionnaires, parce que les missions qui collaboraient ont presque été écartées par votre prédécesseur?***

** Le partenariat avec toutes les missions sera relancé. La mission française est déjà là. Nous avons de bons contacts. Il ne reste qu'a officialiser les accords de partenariat. Il y a un missionnaire présentement à Brazzaville, le pasteur Christophe Sierra. Il a pris part aux travaux de l'assemblée générale et au culte d'action de grâce. Avec la mission américaine, même si les missionnaires ne sont plus présents, le partenariat a été maintenu. Nous allons parler très urgemment avec celui qui gère la mission américaine dans la sous-région, le pasteur Patrick Hurst. Nous allons rentrer en contact avec lui, afin de relancer le partenariat. Nous allons diversifier les missions, parce que dans certains pays, les assemblées de Dieu ont plus de dix missions et chaque mission a des tâches précises et particulières. Toutes ces missions viendront accompagner l'E.a.d.c dans la mise en œuvre du plan quadriennal que j'ai présenté et sur la base duquel j'ai été élu.

Le pasteur Charles Malonga.

**** En dehors de l'E.a.d.c, il y a un autre mouvement des assemblées de Dieu qui est en train de marquer les points?***

** De nos jours, les assemblées de Dieu peuvent compter quatre voir cinq courants dans notre pays. Dans le plan quadriennal, j'ai proposé la création d'une confédération des assemblées de Dieu et nous allons travailler sur le projet, pour qu'il n'y ait plus d'amalgame avec les églises dites de réveil. A l'époque, nous avons commencé avec le pasteur Alain Mbossa, avec qui nous avons tenté une fusion, mais qui n'a pas marché. Avec la donne d'aujourd'hui, si la fusion ne marche pas, nous pourrons être dans cette plateforme de la Confédération des assemblées de Dieu, afin de booster l'œuvre de Dieu dans notre pays et donner la possibilité aux missionnaires de bien agir.

**** Vous avez hérité de tout le passif de votre prédécesseur: la situation des pasteurs à la retraite. Comment allez-vous gérer le dossier?***

** A la date d'aujourd'hui, trois pasteurs ont fait valoir leurs droits à la retraite administrative, à ne pas confondre avec la retraite ministérielle. La retraite ministérielle est volontaire. Aussi longtemps que la santé peut tenir, le pasteur est appelé à exercer son ministère sur toute l'étendue du territoire national ou être invité dans une communauté sœur pour des enseignements et autres. L'âge de la retraite, selon les textes fondamentaux de l'E.a.d.c, est fixé à 70 ans.

Les trois pasteurs qui sont allés à la retraite, un geste d'amour et des mesures d'accompagnement ont été organisés à leur égard. Il s'agit de l'apôtre Jean-Baptiste Bafounguissa, des pasteurs Jérôme Pangou et Noël Miehakanda.

**** Après la session inaugurale et l'assemblée générale, le corps pastoral vient de vous confier la direction de l'église. Tous les discours que vous présentez sont bons. C'est quoi la suite?***

** La suite, c'est être à l'écoute. L'écoute ne va s'arrêter à s'écouter entre pasteurs. Il faut aller écouter le peuple. Les pasteurs ne sont que les déléguées des églises locales et parfois, ils ne reflètent pas l'expression de l'église.

Propos recueillis par
Chrysostome
FOUCK ZONZEKA

P.r.c.c.e II

Le comité de pilotage rassuré par les activités du programme

Le comité de pilotage du P.r.c.c.e II (Programme de renforcement des capacités commerciales et entrepreneuriales), phase deux, s'est tenu, mercredi 14 décembre 2022, à l'Hôtel Grandcastel, à Brazzaville, sous la direction de Lucien Bienvenu Kendé, directeur de cabinet au Ministère des petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et du secteur informel, en présence de Karl Rawert, premier conseiller, chef de coopération à la délégation de l'Union européenne au Congo, et des présidents des chambres de commerce de Brazzaville et de Pointe-Noire.

Avant de s'engager dans les travaux, les membres du comité de pilotage ont suivi, à l'ouverture, trois allocutions qui ont loué les mérites du P.r.c.c.e. L'objectif est de faire émerger une génération de T.p.e et P.m.e (Très petites entreprises) (Petites et moyennes entreprises) solidaires, solides et compétitives, autour d'une démarche innovante et inclusive, avec des solutions concrètes et une large gamme de services.

Tout ceci, dans un cadre réglementaire redéfini, pour lever les blocages qui empêchent le développement des initiatives entrepreneuriales, afin de valoriser la production nationale. La mise en œuvre du P.r.c.c.e a permis que trois chaînes de valeurs soient renforcées, avec pour impacts la substitution aux importations, l'amélioration et la stabilisation de la balance commerciale des services et celle des capitaux et l'amélioration des revenus des ménages.

24 Clusters (groupements) ont été structurés dans huit départements, entre autres: Brazzaville, Bouenza et Sangha. 1,66 milliards de francs Cfa pour les équipements agricoles, avicoles, apicoles, de transformation agro-alimentaire, de transformation du bois et de menuiserie ont été investis. Il faut ajouter à cela, les 490 millions de francs Cfa, pour l'achat des équipements de deux laboratoires d'analyse des produits agro-alimentaires.

La tribune pendant les débats.

L'Union européenne a financé 4.200 journées d'expertise, pour assurer entre autres: le renforcement de la compétitivité des clusters; l'information et le conseil aux entreprises par la chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers de Pointe-Noire; les formations générales sur l'entrepreneuriat et l'innovation.

La deuxième phase du P.r.c.c.e a permis le regroupement de 342 structures. Ce qui renvoie à 3.648 travailleurs (dirigeants et salariés) et 1.451 personnes déjà formées. *«Le projet avait démarré timidement. Au fil du temps, le concept de cluster a été compris et les résultats ont été atteint»,* a déclaré Lucien Bienvenu Kendé.

Le P.r.c.c.e II, dont les activités ont démarré le 20 mai 2017 et prendront fin en juin 2023, est financé par l'Union européenne, au titre du 11ème F.e.d (Fonds européen de développement), à hauteur de 13,9 millions d'euros, soit près de 9,118 milliards de francs Cfa. Son but vise à consolider les acquis de la première phase du programme, financé par le 10ème F.e.d.

Photo de famille à l'issue de la cérémonie d'ouverture.

Narcisse MAVOUNGOU

Dieudonne Antoine-Ganga: mon cri du cœur pour la jeunesse congolaise

I- Diagnostic

La jeunesse dans tout pays est censée être la pépinière. Elle est constituée par l'ensemble des personnes, hommes et femmes de la tranche d'âge de 18 à 35 ans révolus. Ce sont des jeunes qui sont soit encore au lycée, ou dans des instituts d'études supérieures et professionnelles, soit déjà dans la vie professionnelle. Enfin, ce sont des jeunes mariés ou célibataires avec enfants, sans emploi. La jeunesse est la force de de la nation. Elle forge ou crée les générations à venir. A l'instar d'autres jeunesses, la jeunesse congolaise se cherche. Elle vogue comme un navire en mer sans boussole. Elle me donne l'impression d'être comme des brebis sans berger. Eu égard à cette malheureuse situation, leurs Excellences Mgr Barthélémy Batantu et le Président Alphonse Massamba-Débat avaient déjà attiré, il y a quelques années, notre attention en affirmant respectivement:

A-) Mgr Barthélémy Batantu: *«Si nous nous entraînons à suivre la pente morale actuelle, notre société congolaise risquera de se désintégrer progressivement, parce qu'elle n'arrivera plus, à la longue, à respecter l'intimité des individus qui la composent. Il faut cultiver en soi et autour de soi, les vertus humaines de la dignité, de l'honnêteté, du respect, de la franchise, de la tolérance, de la maîtrise de soi, de la persévérance et de l'amour, et les vertus spirituelles de la piété, de la foi, de l'espérance et de la charité. Car aimer, c'est d'abord se donner et penser à l'autre, au lieu de se refermer sur soi».*

B-) Président Alphonse Massamba-Débat: *«J'en appelle à la conscience des adultes et des parents, qui ont littéralement démissionné de leurs obligations sociales et civiques envers leurs enfants, d'avoir à se ressaisir pendant qu'il n'est pas trop tard, pour les élever et les éduquer dans la bonne voie, en conjuguant leurs efforts avec ceux du Parti et de l'Ecole. Il ne faut pas laisser les jeunes à la débandade, il ne faut pas les abandonner à eux-mêmes. On n'a jamais vu dans aucun pays du monde, des jeunes bâtir eux seuls leur avenir ; ils ont droit au concours de leurs parents et des adultes et ceux-ci ont non seulement la faculté mais l'obligation civique de les aider. Si nous*

Par Dieudonné Antoine-Ganga.

les livrons à eux-mêmes, nous en récolterons les résultats. En effet par suite de leur inexpérience, ou de l'intrusion dans leurs rangs de quelques polissons, de quelques égarés de mauvaise foi, ils seront inévitablement enclins à s'écarter des voies de la décence et de la dignité et à commettre des choses viles dont nous sommes souvent les premiers à les blâmer. Sachons qu'ils doivent un jour travailler et fonder un foyer. Donnons-leur une éducation en conséquence. Et cette éducation ne concerne pas seulement le Parti et l'Etat, mais bien tout le peuple.
Mais cette situation est précisément créée ou aggravée par l'attitude négative qu'observent les adultes et les parents devant ces jeunes. Ce n'est pas en fuyant vos responsabilités d'aînés et de parents que vous allez régler ce problème particulièrement préoccupant. Ce n'est pas en criant: «ces jeunes sont trop insolents» que vous allez enlever cette insolence ou «ces jeunes sont trop indisciplinés» qu'ils apprendront la discipline. Ce n'est pas en vous lamentant: «Quand nous étions jeunes, nous n'étions pas comme eux» que vous pourrez changer leur conduite. C'est en les éduquant en leur donnant de bons conseils qui aident tout homme à s'intégrer heureusement, sans trop d'ennuis dans la société, que vous obtiendrez quelques résultats. Il faut le faire avec patience, fermeté et esprit de sacrifice. Avec l'éducation, pensez à leurs conditions matérielles et agissez en faveur de toutes solutions qui peuvent les améliorer en participant vous-mêmes, personnellement, à cette amélioration».
Malheureusement nous n'avons pas tenu compte des propos par lesquels Mgr Barthélémy Batantu et le Président Alphonse Massamba-Débat nous avaient interpellés et nous rappelaient à l'ordre. Nous n'avons pas entendu leurs cris de cœur. Ni les parents ni l'Etat ne se sont ressaisis, en prenant leurs responsabilités. Nous avons laissé la jeunesse congolaise se désintégrer progressivement. Aujourd'hui, la jeunesse congolaise est stratifiée et catégorisée malheureusement en trois parties: la jeunesse privilégiée; la jeunesse entreprenante et la jeunesse marginalisée (la jeunesse lambda).

A-) La jeunesse privilégiée

Au Congo, la jeunesse privilégiée est celle des jeunes qui sont nés des parents aisés ou des parents assumant des fonctions politiques ou qui sont leurs neveux et nièces, cousins et cousines, gendres et brus. Ce sont des fils à papa, des filles à maman qui sont censés être nés avec des cuillères en or ou en argent à la bouche. Ils auraient du sang bleu dans les veines. Toutes les portes leur sont ouvertes. Ils n'ont qu'à tendre la main pour prendre le fruit déjà mûr et s'extasier. Parmi eux, l'on compte de nouveaux riches, des ministres, des parlementaires, des conseillers, dont certains, grâce à leur label paternel, sont *«pistonnés»,* pour assumer telle ou telle autre fonction. La vie leur est facile.
L'on compte aussi parmi eux, des jeunes qui ont choisi d'être, comme l'on dit dans nos quartiers, des *«ndenguéssés»,* c'est-à-dire, des commissionnaires, des rabatteurs de femmes et des coursiers de ceux qu'ils appellent *«leurs grands».* Ils sont fiers de s'afficher comme le petit d'un tel. Ce sont, enfin, ces jeunes qui tournent autour de nos dirigeants politiques dont ils sont les thuriféraires, porteurs de mallettes et qui mangent à leurs râteliers.

B-) La jeunesse entreprenante

Cette jeunesse concerne la majorité des jeunes congolais, courageux et toujours à l'ouvrage, cherchant à renverser la tendance à leur faveur par la force de la main et leur persévérance. Ce sont ces jeunes qui ont brillamment terminé leurs études, pour assumer des responsabilités importantes dans les administrations et les entreprises ou ont lancé leurs propres affaires. Ayant la tête sur les épaules, ils ne font face à aucun souci majeur et continuent leur petit bonhomme de chemin sans encombre. Ils comptent sur leurs propres forces.
Il s'agit, ici, tout d'abord, de grands diplômés (licenciés, maîtrisards, docteurs, etc) qui sont, désespérément, en quête d'emplois. Il s'agit, ensuite, de ceux qui gardent leur dignité, en se prenant en charge ou en se créant de petits emplois ou en concevant des projets qui, malheureusement, butent à l'absence ou l'insuffisance de mesures d'accompagnement financier, technique, matériel, etc, pour leurs initiatives. Ils sont pleins de courage et d'abnégation. Il s'agit, enfin, des artistes, des musiciens et des sportifs sans référence. Tous militent pour un Congo radieux; un Congo nouveau où des opportunités pourront leur être offertes. (A suivre)

Dieudonné ANTOINA-GANGA

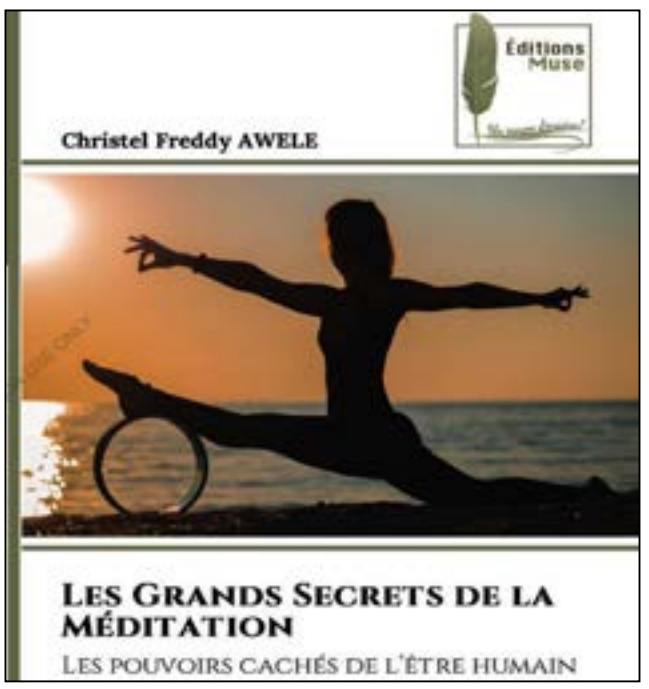
L'HORIZON AFRICAIN
Direction: 06.662.37.39 / 05.543.82.76
E-mail: lhorizonafricain@gmail.com /
Site Internet: www.lhorizonafricain.com
Sous l'immatriculation
108/MCM/DGAI/DPE du 19 Mars 2019
Directeur de publication par intérim :
Hervé EKIRONO
Rédacteur en Chef :
Chrysostome FOUCK ZONZEKA
Secrétaire de rédaction :
Clotaire DIABOUA
Siège de la Rédaction :
Hôtel Saphir (Brazzaville)
Chef Bureau Pointe-Noire :
Marcel BITADI. Tél: 05.557.78.71
Mise en pages :
Tornade

Littérature

Un guide pour réussir sa méditation

Comment se découvrir et se connaître soi-même? L'ouvrage *«Les grands secrets de la médiation - Les pouvoirs cachés de l'être humain»* de l'écrivain et libre-penseur congolais, Christel Freddy Awelé, se veut un véritable creuset de conseils et d'astuces pour réussir sa méditation.

Christel Freddy Awelé.



La couverture du livre.

Qui suis-je? Voilà une question bien plus banale d'apparence, mais bien plus profonde au point qu'à force d'en chercher la réponse, on risque de s'enfoncer dans les profondeurs abyssales de la pensée, sans pour autant y répondre avec l'exactitude souhaitée.
Et pourtant, il existe des méthodes et moyens jamais découverts pour réussir une méditation à même d'aider l'humain à se transcender, pour se regarder, se scruter, se sonder… Et se découvrir pour enfin mieux se connaître soi-même. Ils sont à explorer dans *«Les grands secrets de la médiation-Les pouvoirs cachés de l'être humain».*
Paru récemment aux Editions Muse de France, l'ouvrage de 52 pages écrit par Christel Freddy Awelé, est un essai philosophique et psychologique dont toute personne devrait ou doit se servir pour mener à bien sa méditation, afin de réussir son introspection et, enfin, mieux se définir et s'orienter dans ses pensées et ses actes. Par son style tout à fait simple, sobre et dénudé de toute prétention pédantesque, ce livre est d'un ton normatif, donc injonctif, comme le serait une ordonnance médicale. Et ce ton en vaut la chandelle, tant il faut faciliter l'accès à ces secrets de la méditation. *«Il s'agit d'une méthode qui nous conduira vers la connaissance de la personne que nous sommes réellement, vers notre être authentique et véritable. Les secrets divulgués dans cet ouvrage nous permettront également d'avoir un bien-être émotionnel, d'être plus créatifs, d'avoir un bon sommeil, de réduire le stress et l'anxiété, d'améliorer la mémoire, de se libérer des addictions»,* explique l'auteur, en quatrième de couverture.
Intellectuel pluridisciplinaire, originaire du Département de la Cuvette-Ouest, en zone kota et mbéti, Freddy Awelé, c'est ce diplômé des sciences et techniques de la communication (S.t.c) de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville qui, au début des années 2000, intègre la chaîne de télévision privée D.r.t.v de Pointe-Noire, en qualité de caméraman. Passionné de comédie, il s'affirme et s'impose dans la capitale économique à travers le personnage de *«Pap Mav».* Si bien que dans la ville océane, on connaît plus Papa Mav que Freddy Awelé.
Mais, si la comédie était ou est son violon d'Ingres, Papa Mav, c'est aussi ce chercheur en philosophie et psychologie en pleine ascension vers le monde intelligible, pour sonder les secrets jamais découverts des cultures et religions africaines. Sur le plan humanitaire et caritatif, Awelé n'est pas en reste, car il est membre du Lions Club. Et tout porte à croire que Freddy Awelé, grâce à la méditation, a enfin découvert qui il était vraiment un intellectuel pluridisciplinaire ou une sorte de couteau suisse dans le domaine de la connaissance.

John NDINGA-NGOMA

19ème édition du Festival Mantsina sur scène à Brazzaville

Aller au-delà de ce qui se fait d'habitude, avec plus de créations et d'intelligence

Les feux de la 19ème édition du Festival Mantsina sur scène se sont éteints le jeudi 22 décembre 2022, à l'espace culturel *«Gare aux pieds nus»*, au quartier Sadelmi, à Mfilou, le septième arrondissement de Brazzaville, après dix jours d'intenses activités culturelles. Selon la directrice artistique de ce festival, Mme Sylvie Dyclo-Pomos, la 19ème édition du Festival Mantsina sur scène a tenu son pari, malgré les difficultés logistiques d'organisation.

Une scène de théâtre pendant le festival.

D'après Sylvie Dyclo-Pomos, *«mantsina»* est un vocable kongo qui signifie une bonne senteur ou un bon parfum. C'est donc l'idée de mettre sur scène, les meilleures créations, du travail bien fait. Le thème de la 19ème édition du Festival Mantsina sur scène, *«Aller au-delà»,* voulait dire que cette édition avait pour but d'aller au-delà de ce qui se fait d'habitude, avec plus de créations et d'intelligence.

Initiée en 2000 par l'Association Noé culture, formée par un collectif d'artistes congolais, le Festival Mantsina sur scène est une vitrine qui présente, depuis plus de vingt ans, des réalisations artistiques, des pièces de théâtre, des conférences et des lectures. Elle a aussi pour mission de former les jeunes au théâtre, en animant des ateliers d'écriture, de lecture et de scénographie, pour la promotion de l'art théâtral. Le but est aussi d'occuper les jeunes pour les détourner de l'oisiveté qui les conduit souvent à des actes inciviques et à la délinquance.

Mme Sylvie Dyclo-Pomos.

Pour la 19ème édition, tenue du 13 au 22 décembre 2022, les artistes sont venus du Cameroun, de la Guyane, de la France, de la Suisse, de la RD Congo et du Congo, pays hôte. Ces activités se sont déroulées sur six sites, à savoir: I.f.c (Institut français du Congo), Espace Mantsina, au quartier à Matour (Makélékélé), Gare aux pieds nus au quartier Sadelmi, Les ateliers Sahm à Mpissa (Bacongo), l'Espace Tabawa et l'Espace Noura à la Main Bleue (Bacongo).

La directrice artistique du Festival Mantsina sur scène a précisé que plusieurs conférences ont été données. Il s'agit de: *«Soutien au théâtre francophone: un enjeu pour la Commission internationale du théâtre francophone»*, par Éric Delphin Kwégoué, expert artistique de l'O.i.f (Organisation internationale de la Francophonie); *«La voix des femmes»*, par Abdon Fortuné Koumbha, comédien, directeur artistique du Festival Dol'En Scène; *«La cartographie des acteurs culturels et des circuits routiers en Afrique centrale»*, par Pierre-Claver Mabiala, directeur artistique de l'Espace culturel Yaro; *«Slam et tradition»*, par le professeur Auguste Miabéto Ladi; *«Le théâtre congolais»,* par Matondo Kubu Turé, sociologue, metteur en scène.

Cette édition a été soutenue par seize partenaires dont la R.f.i (Radio France internationale).

Dans son discours de clôture, Sylvie Dyclo-Pomos a déclaré que la 19ème édition de Mantsina sur scène a tenu à voir et à entendre une vingtaine de spectacles de toutes les disciplines: théâtre, danse, musique, lecture. *«Le festival a connu la participation d'une vingtaine d'auteurs, des rencontres et des conférences qui ont fait résonner les murs de Matour, Mpissa, Guynemer et Sadelmi, les quartiers de la 19ème édition»*, a-t-elle dit. Elle a annoncé les couleurs de la prochaine édition. *«Pour les vingt ans du festival, en décembre 2023, nous avons déjà reçu les dossiers de participation des compagnies des pays suivants: le Vietnam, la Belgique, le Canada, le Brésil, la France, le Sénégal, la Turquie, le Liban, la Côte-d'Ivoire, la République Démocratique du Congo, la Guyane, le Gabon, le Burundi»,* tout en affirmant que d'autres compagnies s'ajouteront. Rendez-vous l'année prochaine.

Eugène GAMPAKA

Festival Mantsina sur scène (Théâtre)

«Entre deux souffles, le silence», la pièce de théâtre de P. Mandako a fait mouche

Le Festival Mantsina sur scène est aussi appelée «rencontre internationale de théâtre de Brazzaville», parce que les artistes qui s'y produisent viennent plusieurs horizons. Placée sous le thème, *«Aller au-delà»*, la 19ème édition de ce festival de théâtre, qui s'est déroulée du 13 au 22 décembre 2022, a connu la participation des artistes venus de plusieurs pays (Cameroun, France, Guyane, RD Congo, Suisse et Congo-Brazzaville). Ils ont fait vibrer l'art théâtral dans plusieurs salles de Brazzaville, y compris la mythique salle de l'I.f.c (Institut français du Congo).

Hormis les spectacles, le public a suivi des conférences, des ateliers et des rencontres particulières lors du Festival Mantsina sur scène. *«Entre deux souffles, le silence»* est la dernière pièce écrite par la dramaturge Pierrette Mandako. Elle relate une histoire d'amour où David et Gina à couper le souffle, alors que Julien, le frère, et la grande sœur de Gina s'y mêlent. Une pièce qui traduit les habitudes des parents, lorsqu'un garçon tourne autour de leur fille ou sœur. La salle Savorgnan de l'I.f.c était prise d'assaut, jeudi 15 décembre, par les élèves et les étudiants, pour suivre cette pièce de théâtre publiée en 2019, présentée par Création-théâtre-Congo avec la compagnie Eyani.

David et Gina, deux amoureux hors pair. Le tout commence par un sourire de Gina qui a mis en extase le public. Malheureusement, la rencontre de David et Julien a créé un scandale. Les injures ont été professées et le désespoir avait gagné les cœurs des deux amoureux. Malgré les blessures intérieures occasionnées par le comportement de Julien, Gina ne puit accepter que David s'éloigne. La pièce retrace le quotidien des amoureux, surtout lorsque l'un des deux partenaires n'est pas accepté par la famille.

Pierrette Mandako.

Dramaturge, Pierrette Mandako est arrivée au théâtre, quand elle était encore élève au lycée. En 2002, elle écrite as première pièce de théâtre, *«L'escalier aux danses sacro-folles»,* qui ne sera publiée qu'en 2011, par le Festival Mantsina sur scène, dans un recueil collectif. Depuis, elle est à sa septième pièce de théâtre avec *«Entre deux souffles, le silence».*

Narcisse MAVOUNGOU

Prix littéraire Baobabs 2022 à Monréal (Canada)

Mention spéciale à l'écrivain congolais Marien Fauney Ngombé

La cuvée 2022 du Prix littéraire Baobabs, attribué par l'Académie des Baobabs, au Canada, pour récompenser les auteurs d'Afrique et de la diaspora, a livré son verdict récemment, à Montréal. L'écrivain guinéen Tierno Monénembo a frappé un grand coup, en recevant le Baobab du roman pour *«Saharienne indigo»*, publié aux Editions Seuil. Une mention spéciale a été attribuée au Congolais Marien Fauney Ngombé, grâce à *«Tant que l'équateur passera par Penda»,* son roman paru en septembre 2021 aux Editions Les Lettres mouchetées (Pointe-Noire, Congo).

Marien Fauney Ngombé.

Il va sans dire que pour le jeune auteur congolais basé en France, figurer au palmarès du Prix littéraire Baobab aux côtés des écrivains de renom comme Tierno Monénembo ou Dany Laferrière (Baobab d'honneur) est une grande reconnaissance et un motif de fierté. *«Un grand merci au jury du Prix littéraire Baobab, pour la mention spéciale de l'année 2022 décernée à mon roman, «Tant que l'équateur passera par Penda»*, a, simplement, commenté, sur son compte Facebook, le lauréat congolais.

De quoi parle l'œuvre de Marien Fauney Ngombé? *«Tant que l'équateur passera par Penda»* est un roman qui raconte l'histoire d'un jeune homme qui est le fils d'un ponte du régime déchu et qui sait donner un sens à sa vie. C'est une histoire sur la quête de soi. Le roman traverse différentes époques charnières de l'histoire de l'Afrique sub-saharienne. Il se passe au Congo, même si je ne le nomme pas. Et on voit comme ça une saga familiale, depuis les années pré-indépendance, jusqu'à l'arrivée de la démocratie avec des Conférences nationales. Et donc, le roman se situe principalement à ce moment-là, quand le narrateur perd son père, l'arrivée de l'indépendance. Il voit comment la famille est en plein délitement; il voit comment des opportunistes changent casaque pour épouser les nouveaux idéaux de la démocratie. Ces mêmes qui étaient amis de son père. Donc voilà, ce jeune homme comprend son existence avec l'arrivée de ces événements-là. Et, dans cette saga familiale, il permet de questionner le sens de la famille, son père qui avait un rôle central dans cette famille-là, comment aujourd'hui, on tourne le dos à son enfant, à sa descendance, pour faire court. C'est un roman aussi sur le retour aux sources. Parce que le narrateur, le personnage principal, une fois qu'il comprend que c'était une fin en soi de venger son père, il se rapproche de sa grand-mère, qui est la dépositaire de l'histoire de cette famille-là. Il se rapproche de ses ancêtres et il trouve du sens, peut-être, en se rapprochant de ses valeurs ancestrales, ses valeurs africaines séculaires. Donc, c'est un roman qui questionne, qui parle également du destin de l'Afrique. Avec l'arrivée de la modernité, quel destin, quel choix à faire. Il questionne l'Afrique sur les voies à prendre pour son épanouissement, tout simplement», explique l'écrivain congolais, sur la chaîne de télévision en ligne Ziana Tv.

A la question de savoir d'où lui vient cette inspiration, Marien Fauney Ngombé répond: *«Ce roman, son inspiration me vient, tout simplement, de mon Congo natal. Je suis né au Congo. Ce pays m'inspire; ce pays qui a encore des plaies ouvertes, qui a connu de nombreux tournants, de nombreux épisodes tristes, je dirais, dans son histoire. Mais ce pays qui regorge aussi de tellement d'énergie, qui porte en lui beaucoup d'espoir».*

Très engagé dans la promotion de la culture africaine, Marien Fauney Gombé est fondateur du think tank *«Ateliers citoyens du Congo»*, spécialisé dans la promotion du soft power du Bassin du Congo. Il est aussi président de l'Association Akwa Mossé et promoteur culturel à travers la structure So'Art.

Nana KABA

https://www.toukimontreal.com/2022/12/10/lauteur-tierno-monenembo-prime-a-montreal/

Deuxièmes jeux africains du sport de travail

Hugues Ngouélondélé favorable à la tenue des compétitions à Brazzaville

Hugues Ngouélondélé, ministre de la jeunesse et des sports, de l'éducation civique, de la formation qualifiante et de l'emploi, s'est montré favorable à la tenue des Deuxièmes jeux africains du sport de travail, à Brazzaville, en 2024. C'est ce qu'il a fait savoir au président de l'Osta (Organisation du sport africain et travailliste amateur), le Dr Evelet Malik Atour, de nationalité camerounaise, qu'il a reçu en audience, mardi 20 décembre 2022, à son cabinet de travail, à Brazzaville.

Le Dr Evelet Malik Atour échangeant avec le ministre Hugues Ngouélondélé.

Le Dr Evelet Malik Atour, président de l'Osta.

A la tête d'une délégation de l'Osta, le Dr Evelet Malik Atour est venu solliciter l'accord du gouvernement congolais, pour l'organisation, à Brazzaville, des Deuxièmes jeux africains du sport de travail, prévus en 2024. Les Premiers jeux africains du sport de travail s'étaient tenus en décembre 2018 à Alger, avec la participation de huit pays, dont le Congo. *«Le Congo occupe une position de leadership au niveau continental. A cet effet, il a été choisi au cours notre assemblée générale, pour abriter les Deuxièmes jeux africains des travailleurs en 2024»*, a-t-il déclaré au sortir de l'audience.

Selon lui, le ministre Hugues Ngouélondélé s'est montré attentif à cette sollicitation et lui a demandé de faire parvenir le cahier de charge relatif à l'organisation de ces jeux, pour être inséré au budget de l'Etat congolais exercice 2024. Ce cahier de charge servira de support pour plaider en faveur du choix du Congo, auprès du gouvernement. Par ailleurs, le Dr Evelet Malik Atour a procédé à la remise d'une décoration au général Serge Oboa, pour la brillante participation de son équipe féminine de handball, aux Premiers jeux africains du sport de travail.

«Cette visite de travail à Brazzaville avait un double intérêt: celui d'honorer un fils du Congo, particulièrement méritant, qui va recevoir sa décoration, le directeur général de la sécurité présidentielle, dont l'équipe s'est affichée au firmament du handball africain. Mais, il y a un enjeu encore qui mérite cette attention de la part des autorités congolaises, déjà, c'est celle de garantir que cette équipe puisse participer aux Deuxièmes jeux africains du sport de travail, et de maintenir que d'autres équipes aient l'occasion de participer et de conquérir des titres. Car, le Congo occupe une position de leadership, de premier plan, au niveau continental. En 2024, le Congo a été choisi pour abriter les Deuxièmes jeux africains des travailleurs», a-t-il indiqué.

Luze Ernest BAKALA

Fédération congolaise de kurash

Hugues Ngouélondélé a félicité les deux kurashistes congolais médaillés

Le ministre de la jeunesse et des sports, de l'éducation civique, de la formation qualifiante et de l'emploi, Hugues Ngouélondélé, a félicité, mardi 20 décembre 2022, à son cabinet de travail, à Brazzaville, les deux kurashistes congolais ayant participé aux championnats d'Afrique et du monde où ils ont décroché des médailles. C'était lors de l'audience qu'il a accordée à la délégation de la Fédération congolaise de kurash, conduite par son président, Martial Ngoka Mondet.

Le ministre Ngouélondélé félicitant un des kurashistes.

Le président de la Fédération congolaise de kurash a fait le point au ministre en charge des sports, des activités menées au plan international par sa fédération, entre autres, la participation des Diables-Rouges au 13ème championnat du monde de kurash, qui a eu lieu du 23 au 28 novembre 2022, à Pune, en Inde.

Au cours de cette compétition, l'athlète Modeste Ama Bita Ngambou a occupé la troisième place, gagnant ainsi la médaille de bronze dans la catégorie des moins de 100 kg. Etant le premier Africain à occuper cette place au niveau mondial, il a bénéficié de la médaille d'or africaine.

Ensuite, l'athlète Urbain Péa a obtenu deux médailles, en or et en argent, lors de sa participation, au mois de mai 2022, aux championnats d'Afrique organisés à Johannesburg, en Afrique du Sud. De même, l'arbitre Guy Blanchard Ambéto a obtenu la qualification trois étoiles, le grade le plus élevé de cette distinction sportive, dans la discipline du kurash. Il a passé son examen avec succès, pendant le championnat du monde.

Le ministre Hugues Ngouélondélé a félicité ces compatriotes qui lui ont présenté, à cette occasion, leurs médailles. Il leur a promis le soutien du gouvernement, en les exhortant à se remettre résolument au travail, pour des victoires futures. Au sortir de l'audience, Martial Ngoka Mondet, président de la Fédération congolaise de kurash, satisfait de la rencontre avec le patron des sports, a remercié ce dernier pour sa sollicitude et a plaidé pour un soutien du gouvernement à la préparation et à la participation des athlètes congolais aux compétitions internationales.

L.E BAKALA

Coupe d'Afrique des Nations U20

Le Congo retrouve la Centrafrique aux éliminatoires

La Caf (Confédération africaine de football), a procédé, le 23 décembre 2022, au tirage au sort de la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations (Can) U20 qui va se dérouler du 18 février au 12 mars 2023 en Egypte. Le Congo se retrouve dans le Groupe B, avec l'Ouganda, l'Afrique du Sud et la Centrafrique. La sélection centrafricaine, les Fauves de Bas-Oubangui, s'est qualifiée avec les Diables-Rouges du Congo, lors des éliminatoires zonales de l'Uniffac (Union des fédérations de football d'Afrique centrale), qui se sont tenus du 8 au 17 décembre 2022. Les deux sélections se retrouvent une fois de plus dans un même groupe.

Le trophée de la Can U-20.

Les trois groupes.

Mathias Deguelle, entraîneur des Fauves de Bas-Oubangui U20 s'est dit prêt, pour aller se qualifier pour le mondial. *«Nous allons à cette compétition, pour un objectif très précis. Le ministre des sports et le président de la fédération ont été clairs dans leurs discours: l'objectif, c'est aller récupérer une place parmi les quatre premiers, pour la qualification à la Coupe du monde»*, a-t-il déclaré.

Luze Ernest BAKALA

Les 12 équipes qualifiées réparties en trois groupes à l'issue du tirage au sort

Groupe A	Groupe B	Groupe C
- Egypte;	- Ouganda;	- Gambie;
- Mozambique;	- Centrafrique;	- Tunisie;
- Sénégal;	- Afrique du Sud;	- Benin;
- Nigeria.	- Congo.	- Zambie.

L'HORIZON AFRICAIN
Direction: 06.662.37.39 / 05.543.82.76/ 06.879.50.69
E-mail: lhorizonafricain@gmail.com
Visitez notre Site Internet, www.lhorizonafricain.com, et téléchargez les journaux PDF

Message du Ministère du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation

Attention, le compte à rebours a commencé, la ZLECAF est là, c'est irréversible !

Beaucoup de produits que nous consommons viennent d'autres pays africains: produits agricoles; pagnes; objets d'art; produits de beauté, etc. Le commerçant qui achète ses produits à l'étranger paye la douane et d'autres taxes, quand ils arrivent au Congo. Dans sept (7) ans, il n'y aura plus de douane, ni d'autres taxes entre tous les pays africains. Dès lors, tous ces produits vont coûter moins cher, la vie coûtera moins cher, parce que beaucoup de marchandises et de services venant d'autres pays d'Afrique seront très nombreux dans notre pays tels: le sucre; les boissons et tant d'autres…

Plusieurs banques, plusieurs commerces vont s'installer dans notre pays. Il y aura de la concurrence qui fera baisser les prix et augmentera les chances d'accéder aux crédits, pour ceux qui voudront entreprendre. Dans cette nouvelle économie compétitive, nous devons également augmenter notre capacité de production et la qualité de nos produits, afin de bénéficier de ce grand marché qui va s'ouvrir.

Les acheteurs potentiels ne seront plus seulement les cinq (5) millions de Congolais, mais un (1) milliard deux (2) cent (200) millions d'Africains, c'est-à-dire la population de toute l'Afrique. Le Ministère du commerce encourage les Congolais à entreprendre dans tous les secteurs: agriculture; élevage; industrie; artisanat; pêche; biotechnologie; intelligence artificielle; nouvelle technologie, etc.

Les Congolais doivent produire et vendre aux Africains, pour ne pas être de simples consommateurs de ce que les autres produisent, quand les frontières vont s'ouvrir dans sept (7) ans. Il revient aux opérateurs économiques déjà installés au Congo, de revoir leurs modèles économiques, afin de ne pas disparaître, lorsqu'interviendra la concurrence, avec l'ouverture des frontières. Tout l'espace économique de l'Afrique sera ouvert. Nos marchandises, nos services, notre argent vont circuler librement comme en Europe. Toutes les tracasseries que connaissent les commerçants, surtout les femmes au niveau des frontières, vont disparaître.

En Europe, ce grand marché ouvert s'appelle marché commun européen. Le grand marché ouvert des Africains s'appelle Zone de Libre-Echange Continentale Africaine, la ZLECAF, qui a été créée par l'Accord signé le 21 mars 2018, à Kigali, au Rwanda, par les Chefs d'Etat et de Gouvernement. Elle est effective depuis le 1er janvier 2021, pour les pays qui sont déjà prêts. Les frontières du Congo avec les autres pays africains vont disparaître en 2030, dans sept (7) ans.

La ZLECAF fera de l'Afrique un seul espace économique, sans barrière douanière, sans frontière. C'est irréversible.